economiesuisse

L'économie demande une stratégie énergétique globale

À l'occasion d'une conférence de presse conjointe, economiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers, Swissmem, SGCI Chemie Pharma Schweiz et le Groupement d'intérêt des industries à consommation intensive d'énergie ont présenté leurs attentes à l'égard de la politique énergétique suisse. Les représentants de l'économie ont mis en garde contre des décisions de politique énergétique hâtives, qui menaceraient un approvisionnement électrique fiable, concurrentiel, autonome et respectueux de l'environnement. Pour l'économie suisse, un approvisionnement électrique sûr à prix avantageux constitue en effet un atout décisif. À l'heure actuelle, nous avons encore besoin de l'énergie nucléaire pour pouvoir concilier ces exigences.

La Suisse a besoin d'un approvisionnement aussi autonome que possible

En hiver, la Suisse importe déjà plus de 15 % de son électricité. Selon Gerold Bührer, président d'economiesuisse, si la Suisse renonçait au nucléaire, elle afficherait un taux d'auto-approvisionnement inférieur à 40 % en hiver. Du fait que de graves problèmes d'approvisionnement apparaissent en Europe, notre pays doit au contraire conserver une large autonomie en la matière. Aussi est-il essentiel de maintenir des capacités de production suffisantes en Suisse et de renforcer tant les énergies renouvelables que l'efficacité énergétique. D'après Gerold Bührer, il ne faut pas renoncer à l'option du nucléaire tant qu'il n'existe pas de stratégie énergétique globale convaincante.

Les hausses de prix menacent des emplois

Des prix de l'électricité concurrentiels sont un autre pilier du succès helvétique. Cela s'avère d'autant plus que les entreprises suisses doivent déjà composer avec

le franc fort, a expliqué Magdalena Martullo-Blocher, déléguée du CA d'Ems-Chemie. Une augmentation des prix de l'électricité de 30 % (3 centimes par kilowattheure environ) entraînerait des coûts supplémentaires pour l'industrie de plus d'un demi-milliard de francs par an. Pour l'ensemble de l'économie, la hausse avoisinerait le milliard de francs. Cela se traduirait par des suppressions d'emplois et des délocalisations d'entreprises à forte intensité énergétique. L'exemple de ces entreprises montre les conséquences concrètes possibles : toute hausse de prix de 1 centime induit une hausse des coûts de 36 millions de francs. Comme l'a expliqué Frank Ruepp, président de l'IGEB, cela correspond aux coûts de plus de 400 emplois.

Une chance pour l'économie suisse

Bruno Zuppiger, président de l'Union suisse des arts et métiers usam, a souligné que l'amélioration de l'efficacité énergétique est un thème central pour les PME. Conformément à ses objectifs, l'usam soutient le remplacement des centrales nucléaires indispensables. À ses yeux, la question de la production d'électricité est intimement liée aux politiques énergétique et environnementale. Il est dès lors indispensable pour l'économie que ce thème soit débattu dans sa globalité.

Dans le domaine de l'efficacité énergétique et de la protection du climat, l'économie suisse a déjà réalisé de bonnes performances, en collaboration avec l'Agence de l'énergie pour l'économie. Ainsi que l'a expliqué Hans Hess, président de Swissmem, les entreprises de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux ont, depuis 1990, réduit leurs émissions de CO2 de plus de 50 % et amélioré leur efficacité énergétique de 40 %, et ce malgré une progression considérable de la production. Une amélioration supplémentaire de l'efficacité permettra de réduire la consommation d'énergie et donc les coûts, mais génèrera surtout des commandes supplémentaires pour les entreprises suisses.

D'après Bruno Zuppiger, ces défis constituent une chance unique que l'économie suisse ne doit pas laisser passer. Dans cette optique, il préconise des incitations conformes aux principes de l'économie de marché et des procédures d'autorisation libérales – en particulier pour les projets relatifs aux énergies renouvelables.

Position claire de l'économie

Compte tenu du débat en cours et des jalons à poser en matière de politique énergétique, il convient de relever les points essentiels pour l'économie, évoqués par les représentants des cinq fédérations :

Afin de pouvoir garantir un approvisionnement énergétique optimal à long terme, il faut concevoir une stratégie énergétique globale.

L'option de l'énergie nucléaire doit être maintenue – en particulier dans la perspective des développements technologiques à venir, qui sont encouragés activement dans différents pays. Pour des raisons politiques, l'économie rejette une mise hors service anticipée des centrales nucléaires existantes.

L'économie soutient le gel des demandes d'autorisation en vue du remplacement des capacités de production des centrales nucléaires. Il conviendra de réévaluer la

situation en temps voulu.

La Suisse ne doit pas décider la sortie du nucléaire avant de disposer de solutions alternatives sûres, concurrentielles, à même de garantir notre autonomie et respectueuse de l'environnement.

Afin de garantir l'approvisionnement électrique, il importe d'intensifier toutes les mesures visant à accroître l'efficacité énergétique, à réduire la consommation et à développer les énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse, géothermie et utilisation du potentiel résiduel de l'énergie hydraulique). Il s'agit d'appliquer des solutions relevant de l'économie de marché.

Afin d'éviter une pénurie d'électricité, il faut permettre la construction de centrales à gaz en guise de solution transitoire. Cela implique toutefois une adaptation de la loi sur le CO2 pour autoriser la compensation des émissions également à l'étranger.

Communiqué de presse